



2014, toutes les raisons de se mobiliser !

C'est sans surprise que le Président de la République a confirmé les annonces faites lors de sa conférence de presse du 14 janvier : un cadeau supplémentaire au patronat de 30 milliards d'euros avec le transfert du financement de la politique familiale aujourd'hui assurée par les entreprises vers le budget de l'État. Il s'agit d'une attaque de grande ampleur contre la protection sociale qui remet en cause le pacte républicain, les moyens du service public et notre modèle social.

L'annonce d'une baisse des dépenses publiques pour 65 milliards d'euros sur 4 ans, véritable purge budgétaire, aura de lourdes conséquences sur les services publics et leurs personnels.

A Bercy, les ministres se sont mis en ordre de bataille pour mener le combat contre l'exercice des missions et les droits et garanties des personnels : casse de l'emploi, gel des salaires, mobilités forcées, mutualisations imposées, conditions de vie au travail dégradées, baisse pour la deuxième année des plans de qualifications...

Dans les établissements semi-publics, les mêmes logiques sont à l'œuvre : mise à mal des missions de la Banque de France, du Crédit Foncier, de la Caisse des dépôts, sous-dimensionnement de la BPI... Autant d'attaques virulentes contre les missions qui ont des conséquences désastreuses sur les conditions de travail des salariés.

L'heure n'est plus à l'hésitation ! Les motifs d'insatisfaction et les raisons d'exprimer notre colère ne manquent pas. D'autres choix sont possibles et les agents des « Finances » sont très bien placés pour le savoir :

- pour un autre modèle de développement et un autre financement de l'économie ;
- pour une réforme juste et efficace de la fiscalité ;
- pour des missions de contrôles au service des citoyens ;
- pour en finir avec le démantèlement des missions de service public ;
- pour des augmentations de salaires, de pensions et une amélioration des conditions de vie au travail ;
- pour des politiques sociales de haut niveau ;

La fédération des Finances CGT appelle l'ensemble des agents à s'inscrire dans la dynamique des luttes, en cours et à venir :

- le 6 février en participant, par tous moyens, à la journée interprofessionnelle d'action et aux nombreuses manifestations organisées sur l'ensemble du territoire ;
- le 20 mars en continuant de construire avec leur syndicat et la fédération les conditions d'une mobilisation unitaire et convergente de l'ensemble des agents des Finances ;
- le 4 avril en répondant à l'appel de la Confédération européenne des syndicats et en faisant de cette journée européenne d'action, un moment fort de mobilisation de tous les salariés en Europe.

En 2014, avec la CGT, toutes les raisons de revendiquer et de se mobiliser !

Montreuil, 24 janvier 2014.